



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE
MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS ET DE LA COHESION SOCIALE



CONCOURS EKILIBRE



DOSSIER DE PRESSE

Le concours national du commerce équitable et du commerce solidaire
Edition 2010



Contacts presse :

Cabinet de Roselyne Bachelot-Narquin : 01 70 91 94 42

Direction générale de la cohésion sociale (DGCS) :

Sommaire

Editorial de Roselyne Bachelot-Narquin, <i>ministre des Solidarités et de la Cohésion sociale</i>	p.3
Introduction.....	p.4
Présentation du concours EKILIBRE	p. 4
Les résultats de la 4 ^{ème} édition du concours EKILIBRE.....	p.5
Les anciens lauréats : que sont-ils devenus ?.....	p.13
Le commerce équitable.....	p.14
- En quelques chiffres	
- En quelques définitions	
- Les garanties du commerce équitable du commerce équitable	
- Les principaux acteurs et réseaux	
- Une reconnaissance officielle du commerce équitable par l'Etat Français	
L'économie sociale et solidaire.....	p.16
Définition	
Les statuts de l'économie sociale	
Le poids économique du secteur	
L'économie sociale, une source d'innovation pour la société	
La DGCS et l'économie sociale et solidaire.....	p.19
Les partenaires du concours.....	p.20



Bénéficiant du label « 2010, année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale », le concours EKILIBRE illustre la volonté du ministère des solidarités et de la cohésion sociale de soutenir les entrepreneurs sociaux, acteurs de proximité qui répondent à la forte demande de solidarité exprimée par nos concitoyens. Plus qu'un secteur économique, le commerce équitable et le commerce solidaire sont d'abord des créateurs d'innovation sociale. Ils apportent en effet une réponse entrepreneuriale aux besoins sociaux et environnementaux des habitants d'un territoire et tissent un lien solidaire entre le Nord et le Sud. Je me réjouis que ce concours démontre, une nouvelle fois, la diversité des initiatives et la générosité des Français, encouragée et accompagnée, ici, par le Gouvernement, la Caisse des dépôts et consignations, la fondation Macif et Chorum.

Toutes mes félicitations vont aux heureux lauréats ainsi qu'à l'ensemble des participants qui ont su créer des structures dans des champs extrêmement variés, qui sont autant d'aiguillons d'une économie qui place l'Homme au centre de ses préoccupations.

Roselyne Bachelot-Narquin

Pour la quatrième édition consécutive, les pouvoirs publics apportent leur appui au développement des entreprises sociales en organisant le concours « EKILIBRE ». Il s'agit de permettre à des entrepreneurs engagés dans le secteur du commerce équitable et du commerce solidaire de se faire connaître et d'obtenir un appui financier et un accompagnement réalisé par des professionnels.

La remise des prix 2011 se déroule en présence de Mme Roselyne Bachelot-Narquin, ministre des Solidarités et de la Cohésion sociale.

Organisé par la direction générale de la cohésion sociale (DGCS), ce concours a suscité un intérêt croissant permettant de retenir près de soixante six dossiers.

Le concours EKILIBRE

Ce concours national, destiné aux jeunes entreprises (créées depuis le 1^{er} janvier 2008) et aux projets en création, a pour objectif de promouvoir des initiatives économiques innovantes en matière de commerce équitable et de commerce solidaire, et d'inciter les futurs entrepreneurs à concevoir les relations commerciales sous l'axe de l'équité en plus des axes de rentabilité et de développement.

Le jury du concours EKILIBRE décerne chaque année trois prix de **5000 €** :

- un prix, doté par CHORUM et CIDES, pour un **projet de commerce équitable**,
- un prix, doté par la Fondation MACIF, pour un **projet de commerce solidaire**,
- un **prix Coup de cœur du jury**, doté par la Caisse des Dépôts et Consignation, destiné à récompenser une organisation de l'économie sociale.

Les lauréats bénéficieront également :

- d'un accompagnement personnalisé pour concrétiser et viabiliser leur démarche,
- d'outils de communication et de promotion de la part des partenaires : l'ADIE, les Boutiques de Gestion d'Ile-de-France, le Club entrepreneuriat social de l'ESSEC, Max Havelaar, la PFCE, SIFE France....

Plus d'informations sur le concours EKILIBRE :

<http://www.solidarite.gouv.fr/espaces,770/social,793/dossiers,794/economie-sociale-et-solidaire,1967/concours-ekilibre,12647.html>

Les résultats de la 3^{ème} édition du concours EKILIBRE

Les Lauréats présentent leurs projets

Dans la catégorie « Commerce équitable »

1^{er} PRIX : « Solibulles »



Notre **fabrique artisanale et solidaire de limonades**, Solibulles, est installée en Normandie. Créée en avril 2010 sous la forme d'une entreprise en EURL par Sébastien BELLETOILE, une équipe s'est constituée. La structure juridique va prochainement évoluer.

Nos boissons solidaires sont conçues avec des produits sains, de qualité et issus du commerce équitable. Le produit phare et ambassadeur est la Meuh Cola. Nous avons la particularité de "pirater" et revisiter la communication des géants des sodas de façon décalée et humoristique. La Meuh aborde le sujet du commerce équitable et de l'économie solidaire sans complexe. D'autres boissons sont en cours de développement et devraient sortir au cours de l'année 2011.

Le marché cible de la Meuh Cola et des produits de Solibulles est une niche qui n'est actuellement pas exploitée en Normandie. Nous souhaitons développer l'entreprise sur des bases exigeantes : proposer des produits sains, de qualité et issus du commerce équitable de façon humoristique et décalée afin de sensibiliser le plus grand nombre au commerce équitable ; mettre en place un réseau de distribution différent des autres colas en favorisant les petites structures, et ceux qui souhaitent valoriser une Normandie plus solidaire...comme nous ; maîtriser notre empreinte écologique, et renforcer le partenariat commercial avec les producteurs de sucre de canne, ingrédient majeur de nos produits

Une forte communication et présence sur les événements a permis de faire connaître le produit au grand public. Les actions commerciales ont été opportunistes, mais aussi organisées de manière à nouer des relations commerciales partenariales durables. Nous favorisons la qualité de l'échange et l'engagement dans la durée pour la distribution de nos produits.

Les perspectives sont de pérenniser notre activité et de salarier 3 personnes dans les 2 ans à venir. Ce prix serait une vraie reconnaissance de notre engagement en faveur d'une économie solidaire.

Société Solibulles Sarl
contact@la-meuh.fr

Création de Bijoux à partir de perles de cultures d'Inde : Commerce équitable, économie solidaire et développement durable

La genèse des perles de Bakkali

« L'idée des « Perles de Bakkali » est née il y a tout juste un an lors de mon premier voyage en Inde. Je traversais le Nord du pays de Delhi à Calcutta en suivant la route du Gange. Au fil de ma route, j'arrive au village de Bakkali, près de la frontière du Bangladesh. Le village vit en grande partie de la culture des perles, destinées à l'export. Or, ces pêcheurs ne vendent que les perles rondes et calibrées, les autres, étant considérées ici comme défectueuses et inutilisables. Or, ces perles dites « baroques », c'est-à-dire sans axe de symétrie, ou de couleur irrégulière sont d'une incontestable qualité. Comment ces perles, vulgairement stockées dans un bac en plastique, peuvent-elles être mise au rebus, alors qu'elles pourraient être valorisées et améliorer le niveau de vie de ces villageois ? Une année de réflexion a été nécessaire pour construire les « Perles de Bakkali ». Charline Blas

Les perles de Bakkali, un projet innovant, original et éthique

Le projet consiste à créer et fabriquer une collection de bijoux autour de la perle de culture indienne, qui sera achetée directement au producteur et fabriquée par des membres de leur famille. Celui-ci a pour but d'améliorer la productivité et de réduire la culture forcée des perles. Nous y contribuons en utilisant les perles considérées comme perte de production. Nous souhaitons également favoriser l'élévation du niveau de vie de ces familles de pêcheurs en les encourageant à transformer eux-mêmes, une partie de leur production qui serait perdue.

Tout cela, dans une logique de commerce et de rémunération équitables. Le projet se compose d'environ 300 pièces à produire, réparties en quatre types de produit : les bracelets, colliers, boucles d'oreilles et bagues. Ceux-ci seront fabriqués avec des perles non calibrées directement achetées au producteur à un prix équitable. Ces perles seront soutenues par des apprêts en argent 925 achetés eux-aussi directement au fabricant à un prix équitable. Les produits s'inscriront dans une tendance actuelle de la bijouterie européenne, avec une touche d'influence indienne. Les bijoux seront créés au sein du groupe de travail qui sera composé de femmes de pêcheurs. Elles bénéficieront d'une formation à la fabrication des bijoux ainsi que d'une rémunération durant les phases de formation et production. Nous apporterons des idées et des techniques de travail, mais il s'agira avant tout d'une création collective. Le but est de promouvoir, à travers des bijoux originaux et de qualité, les perles d'Inde, encore inconnues du public.

Les objectifs de commerce équitable, économie solidaire et développement durable sont de promouvoir l'activité économique de perliculture en Inde et en améliorer sa productivité et de développer et mettre en valeur les compétences et le travail des femmes impliquées dans l'activité de perliculture.

Les perspectives du projet

Les bijoux, fabriqués au sein du groupe de travail créé avec les femmes de pêcheurs sont destinés à être vendus en boutique ou distribués par des sociétés comme Minga, Lilah, Consoglobe... Le bénéfice de ces ventes servira ensuite à développer et consolider cette activité création de bijoux en perles de culture avec les femmes des pêcheurs indiens, afin qu'ils puissent améliorer leur niveau de vie. Nous envisageons également à terme qu'un réseau commercial entre les familles de pêcheurs et les revendeurs d'apprêts en argent soit établi, de sorte que les familles puissent avoir la liberté d'étendre leur activité à d'autres produits que ceux que nous aurons créés ensemble.

Fondatrice : Charline Blas - charlineblas@gmail.com

Quel est notre projet ?

Le projet Rio Blanco consiste à aider une communauté rurale d'Equateur (dans la Province de Napo) à implémenter un atelier autonome et rentable de fabrication de savons écologiques. Nous sommes une équipe de 9 étudiants de master travaillant en collaboration avec une ONG locale, Latitud Sur. Notre rôle est de lever les financements nécessaires au décollage, de faire les études et définir la « stratégie » avec la communauté, de piloter le développement et surtout de leur transmettre toutes les connaissances et compétences nécessaires à une gestion autonome de l'atelier. Notre partenaire Latitud Sur est notre relais local pour l'échange d'information et la mise en œuvre sur le terrain. Nous prévoyons que le projet dure jusqu'en septembre 2011, date à laquelle la gestion de l'atelier sera transférée intégralement à la communauté si les conditions requises sont remplies.

Quels sont les objectifs précis ?

Les objectifs de l'atelier sont de quadruple nature :

- économique : source de revenus durable pour la communauté, valorisation des PFLN* locaux
- environnementale : substitution des savons aux savons chimiques locaux, abandon d'autres activités nuisibles à l'environnement comme l'extraction des ressources forestières.
- Culturelle et technique : préservation et valorisation des savoirs locaux en essences végétales locales (nous sommes pour cela en relation avec un herboriste local interne à la communauté), afin de mettre en place des procédés de fabrication innovants (extrait d'arbre saponifère notamment).

Plus d'informations et les dernières avancées sur notre blog :

<http://scife-po-paris.over-blog.org>

* Produits Forestiers Non Ligneux

Dans la catégorie « Commerce Solidaire »

1^{er} PRIX : « ECOPYA »

Le projet d'Eco-domaine se situe sur un terrain de 68 ha, propriété privée de la communauté de communes Coeur Côte Fleurie car il contient 7 sources. Ce corps de ferme du 18^{ème} siècle, superbement rénové, se situe dans une zone touristique à 10 km de Deauville.

En 2009, les élus ont donné leur accord pour l'installation d'un projet global autour de l'unité de méthanisation agricole valorisant sa chaleur par une culture de spiruline. Le reste des terres est occupé par des jardins mariant arbres fruitiers et maraîchage et un éleveur de bovins bio.

Dans les bois, des cabanes dans les arbres (6 à terme) sont ouvertes depuis 2010. Les 700m² de bâtiments, après la rénovation intérieure, accueilleront un restaurant, des bureaux, une épicerie rurale et un espace multifonction.

Le concept d'Éco-domaine est de créer sur un même lieu une **coopération d'entreprises** innovantes conçue comme un **écosystème d'activités complémentaires**. ECOPYA intervient pour mutualiser les moyens et les outils de chaque projet afin de montrer un exemple de coopération entre individus.

La réappropriation de nos besoins primaires et secondaires par des technologies facilement diffusables est, pour tous, une occasion de se lancer dans la vie. Ce tissu d'entreprises maximisant les échanges et les économies de matière première permet une autre relation avec l'économie et le travail.

www.ecopya.org

1^{er} ACCESSIT : « Combrailles Durable »



Coopérative d'Intérêt Collectif Combrailles Durables

Passer concrètement à l'action sur une thématique énergétique, c'est ce qui est à l'origine Combrailles Durables.

Les grandes lignes : concevoir, développer, financer et exploiter de petites unités de production d'énergies renouvelables sur un schéma d'économie sociale et solidaire.

Les bénéfices attendus serviront à initier de nouveaux projets similaires et dans le même temps à accompagner vers une dé consommation énergétique choisie et maîtrisée.

Permettre au plus grand nombre d'agir concrètement et localement en devenant coopérateur.

Ceci se traduit avec une première réalisation : une centrale photovoltaïque sur le toit du village de Loubeyrat (63) dont les propriétaires exploitants sont les enfants, leurs parents, amis, voisins,... Notre plus jeune coopératrice n'a pas 6 mois, plus du tiers de nos coopérateurs sont mineurs !

Une équipe d'une quinzaine de bénévoles anime notre coopérative et un réseau se construit petit à petit nous permettant d'envisager de nouveaux projets...

En mars 2011 : 164 coopérateurs, serez-vous le 165 ème ? Rendez vous sur :
<http://combraillesdurables.blogspot.com/>

2^{ème} ACCESSIT : « Babelle »



Association Babelle : bien-être et solidarité

L'objectif de l'association Babelle est de créer une entreprise de l'Économie sociale et solidaire qui soit :

- un lieu de convivialité, de solidarité et de bien-être au sein du quartier et qui rayonnera sur toute la ville ;
- un lieu d'insertion professionnelle par l'activité économique;
- un lieu ouvert au grand public favorisant la mixité sociale, culturelle et la rencontre des générations ;
- un lieu de coopération avec d'autres structures œuvrant dans le même sens;
- un lieu aménagé et fonctionnant dans le respect de l'environnement. L'entreprise développera plusieurs activités :
- un espace bien-être avec un bain de vapeur ;
- un espace restauration responsable ;
- une boutique solidaire ;
- en soirée un espace de conférences et de débats.

La structure travaille à la mise en place de partenariats auprès de producteurs qui partagent les mêmes principes de respect de l'environnement et des personnes. Elle privilégie les circuits courts et les productions locales quand possible. Pour les autres produits, elle s'associe à des structures œuvrant aussi à l'éducation, à la formation et à l'entrepreneuriat notamment de femmes dans d'autres pays. La démarche collaborative mise en place depuis maintenant 2 ans a permis de faire de cette initiative, un projet ambitieux et intégré. Elle fédère de nombreuses structures ce qui justifie la création d'une société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) fin 2011.

La ville de Strasbourg s'est engagée auprès de Babelle en proposant l'implantation de cette future activité dans un bâtiment historique proche du centre-ville.

Babelle

Bien-être & solidarité

www.babelle-solidaire.fr - associationBabelle@gmail.com

1^{er} PRIX : « Récolter »



www.recoltermangerlocal.fr

Sur un territoire au Sud de Lyon, des agriculteurs cherchent de nouveaux débouchés commerciaux à proximité pour nourrir la population de leur territoire avec des produits de qualité. De leur côté, des responsables de restaurants collectifs (scolaires et maisons de retraite) souhaitent améliorer les repas dans une démarche éducative et sociale et les cuisiniers de ces établissements sont à la recherche de produits de qualité. Alors, les élus de ce territoire engagés dans la relocalisation de l'économie et dans le soutien à l'agriculture locale se proposent d'intervenir en coordinateur entre l'agriculture et la restauration collective.

C'est ainsi que l'association ReColTer en Rhône PLURIEL, contraction de Restauration Collective et Terroirs de Rhône PLURIEL, est créée en mars 2010 avec un leitmotiv clair : la solidarité qui impose un prix juste et équitable pour des produits locaux de qualité, cueillis à maturité avec un faible impact environnemental. S'inscrivant dans un système concurrentiel, l'association s'engage dans une démarche de développement durable et devient la seule interface entre producteurs et cuisiniers de restaurants collectifs.

La solidarité s'exprime entre agriculteurs qui s'entraident en particulier pour l'installation de jeunes, avec les consommateurs invités à rencontrer les producteurs et avec les convives lorsque l'association participe à l'animation de séquences pédagogiques. Après une année de fonctionnement, ReColTer concerne près de 10 000 convives en restauration collective, contribue à l'installation de 5 jeunes en agriculture biologique, crée de nouveaux débouchés pour 25 producteurs et emploie deux salariés. Les résultats actuels permettent de prévoir un équilibre financier à l'issue de la troisième année de fonctionnement.

Contact

Mickaël Gros

Tel : 04 74 78 86 04

contact.recolter@gmail.com

1^{er} ACCESSIT : « Dames »



Femme de terrain, j'ai tout d'abord entrepris des formations dans le domaine du bâtiment avant de devenir ouvrière qualifiée du second œuvre et en 2002 de créer mon entreprise.

Aujourd'hui mes motivations et mes centres d'intérêt s'orientent vers la promotion et l'insertion des femmes au sein des métiers du bâtiment.

Un secteur d'activité dit « masculin » et qui reste encore très peu investi par les femmes. Cette année, je mets en place une structure d'insertion destinée à faciliter l'accès des femmes dans notre secteur d'activité.

D.A.M.E.S (Dynamiques, Actives, Mobilisation, Economique, Sociale) est une structure d'insertion visant à promouvoir et à faciliter l'accès des femmes dans les métiers du second œuvre du bâtiment.

A ce titre, elle propose un parcours professionnel pouvant aller jusqu'à 48 mois.

En effet, afin d'assurer pleinement l'insertion des femmes dans nos métiers, j'ai souhaité coupler deux structures complémentaires et indissociables.

La première est une ACI (atelier et chantier d'insertion).

Ce type de structure a pour principal intérêt de mettre la personne au travail par des actions collectives et par de la formation tout en travaillant en parallèle son projet professionnel et en l'accompagnant au niveau socioprofessionnel.

L'EI (entreprise d'insertion), quant à elle, correspond à la deuxième étape vers une insertion réussie.

Une entreprise d'insertion est une entreprise comme les autres qui tire son revenu de son activité économique. C'est ainsi que les femmes qui auront suivi un chantier d'insertion pourront poursuivre leur formation et être confrontées à des situations réelles de travail (augmentation du volume de travail, de la rentabilité et de la qualité du travail fourni).

Les femmes que nous accompagnons sont bien sûr libres de sortir du dispositif, mais notre objectif reste avant tout de les aider à trouver un emploi durable dans le bâtiment.

Mon expérience professionnelle me permet aujourd'hui de faire un double constat.

Le premier est le manque considérable de qualifications professionnelles dans les métiers du bâtiment.

Un secteur qui a des besoins en recrutement permanents et qui a bien du mal à trouver les compétences dont il a besoin, sans parler des 60 000 départs en retraite par ans auxquels les entreprises doivent faire face.

Ensuite, ce secteur d'activité présente de réelles opportunités d'emploi pour les femmes qui désirent s'y insérer. Même si certains chefs d'entreprises sont encore réticents, ceux qui ont franchi le pas en décidant d'accueillir des femmes n'ont qu'à s'en féliciter.

Sur les chantiers, elles apportent en effet des qualités complémentaires à celles des hommes et contribuent à l'évolution des comportements.

Sachant qu'une forte majorité des clients sont favorables à la participation des femmes, à la réalisation de leurs travaux, je pense que l'on peut dire qu'elles sont plébiscitées dans nos métiers.

Contact : Leila Ouadah, 06 26 80 28 35

Leila-ouadah@hotmail.fr

Site internet : <http://www.asso-dames.com>

2^{ème} ACCESSIT : « 3 p'tits pois »

3 ptits pois 
Un p'tit pois pour moi, un grand pas pour l'humanité

3 ptits pois commercialise des produits équitables, bio et locaux dans sa boutique et dans un réseau de groupements d'achat. Pour faciliter la compréhension, tous les produits sont positionnés par rapport aux quatre critères (éthique, bio, local, emballage) représentés sur un graphique sur chaque étiquette.

Le **système de distribution** en groupements d'achats est une exclusivité de **3 ptits pois**. Il est écologiquement plus économique que si chaque personne allait faire ses achats indépendamment. De plus, le processus de création des groupes crée de réelles synergies et resserre les liens entre les voisins.

Notre but est de faciliter l'accès à des produits sains à un large public. C'est pour cela que nous appliquons une **marge faible** et identique pour tous nos produits (environ 25% du prix de vente). Pour aller encore plus loin, nous souhaitons mettre en place un système de prix réduits pour les personnes à faibles revenus.

Nous favorisons les **producteurs locaux** pour limiter les impacts du transport et pour maintenir le tissu économique des régions. Nous **ne négocions pas les prix** de nos fournisseurs car nous ne souhaitons pas entrer dans une spirale de pression sur les prix qui se révèle fatale pour les petits producteurs.

3 ptits pois est une activité hébergée par la coopérative **Oxalis**, qui mutualise les fonctions administratives et assure la participation de tous ses sociétaires aux décisions stratégiques.

<http://www.3ptitspois.fr/>
contact@3ptitspois.fr

Success stories des anciens lauréats : des entreprises emblématiques

LUDEKI

«*JOUONS TOUS LE JEU!*»

Proposer des jeux drôles et intelligents, fabriqués dans le respect des Hommes et de la Terre.

Depuis 2006, LUDEKI tient le pari de développer des jeux inédits, ludiques et intelligents, fabriqués de manière artisanale, dans le respect des principes du commerce équitable.

Ludeki souhaite proposer une alternative éthique et des jeux vraiment différents, à des consommateurs de plus en plus sensibilisés aux enjeux sociaux et écologiques dans leurs achats.

Le NEGOCIO, premier jeu et produit phare de Ludeki, a reçu en 2006 le prix coup de cœur du jury du concours EKILIBRE. Son succès tient à la créativité et à l'implication de tous les acteurs de la chaîne de production au Pérou : de l'atelier Davila, groupe d'artisans du bois, à la Casabet, collectif de couturières, ou encore Cecovasa, coopérative de café.

L'équipe de Ludeki a choisi de poursuivre ses initiatives en créant de nouveaux jeux à destination des plus petits, pour les sensibiliser aux richesses de la terre et au respect des hommes, tout en les amusant !

La gamme de jeu LUDEKI est aujourd'hui composée de 6 jeux pour tous les âges et à tous les prix qui sont disponibles dans plus de 100 points de vente !

www.jeux-ludeki.fr

Contact : Adrien George. Adriengeorge@lenegocio.com . 06 24 36 03 48

TUDO BOM ?

« Créée par FAIR PLANET, 1er prix de la 3ème édition du concours EKILIBRE de 2007 pour la catégorie « Commerce équitable », la marque de vêtements équitables, made in Brasil, TUDO BOM ? a, depuis 2007, pris beaucoup d'ampleur.

La refonte du site internet, enrichi d'éléments sur l'histoire de la marque et les objectifs et valeurs qu'elle défend, permet désormais, d'accéder sur le même site à une vente en ligne.

Une nouvelle direction artistique propose des collections toujours colorées, vivantes et séduisantes, mix de basiques de qualité et de pièces plus recherchées, faciles à porter et chargées de l'énergie du Brésil. Les vêtements sont en coton biologique.

En Juin 2010, la première boutique en propre s'est ouverte à Paris, dans le quartier de Montmartre, au 8, rue des Abbesses, 75018- Paris (métro Pigalle ou Abbesses). L'ouverture d'autres boutiques, à Paris et en province, va suivre, comme l'ouverture fin mars d'une boutique dans le Marais, 19 rue Pavée Paris 4ème.

Enfin, depuis 2008, l'équipe de Tudo Bom ? s'est agrandie et compte désormais 10 personnes en France et 6 au Brésil. Le nombre d'ateliers de couturières travaillant au Brésil a également augmenté : elles sont aujourd'hui une quarantaine. »

Contact Emmanuelle Touilloux, chargée de la communication.

WWW.tudobom.fr . 01 76 74 80 65

1°/ Le Commerce équitable en quelques chiffres

- **Environ un million et demi de producteurs et travailleurs** bénéficient du commerce équitable labellisé Fairtrade / Max Havelaar. Ce qui représente environ 8 millions de personnes dans 60 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Ils sont unis au sein de 827 organisations.
- **Dans le monde, les produits équitables labellisés Fairtrade / Max Havelaar ont totalisé 3,4 milliards d'euros**, soit 15 % de plus qu'en 2008. Des organisations de labellisation existent dans 26 pays.
- **En France, des produits équitables labellisés Fairtrade / Max Havelaar s'élèvent à 287 millions d'euros**, soit 12 % de plus qu'en 2008.
Les produits les plus vendus sont le café (40 % du total), le cacao (20 %), la banane (7 %), le coton (6 %), le thé (5 %) (Chiffres exprimés en volume).
- **Les 2/3 des ventes se font en grandes surfaces**. Le reste a lieu dans des circuits spécialisés, des cafés, hôtels, restaurants, vente à emporter, consommation d'entreprises.

2/ Le Commerce équitable en quelques définition

Les principes

Il s'agit de contribuer à améliorer les revenus, de soutenir le développement des producteurs et de leur communauté, en leur garantissant un prix minimum stable et en mettant en place un partenariat commercial et technique à long terme favorisant leur autonomie autour des principes suivants :

- assurer une **juste rémunération** du travail des producteurs et artisans les plus défavorisés, leur permettant de satisfaire leurs besoins élémentaires,
- garantir le **respect des droits fondamentaux** des personnes (refus de l'exploitation des enfants, du travail forcé, de l'esclavage...),
- instaurer des **relations durables** entre partenaires économiques,
- assurer la **transparence et la démocratie participative** pour les prises de décisions
- favoriser la **préservation de l'environnement**,
- **informer les consommateurs** et leur proposer des **produits de qualité**

3°/ Les garanties du commerce équitable

On distingue généralement trois types de garantie dans le commerce équitable :

○ La garantie Produit

Elle concerne essentiellement le secteur des produits agricoles (café, sucre, banane...). Elle est surtout mise en œuvre par l'association Max Havelaar France et l'organisme Ecocert.

○ La garantie Organisation

. Elle s'applique à des structures dont l'activité relève à 100% du commerce équitable sur la base des engagements de l'organisation et la vérification porte sur ses pratiques effectives.

○ La garantie Filière

Elle garantit que l'ensemble des étapes de production d'un produit sont conformes à la démarche du commerce équitable.. Ce travail de traçabilité des produits se fait en parallèle de contrôles au niveau de la commercialisation comme au niveau de la production.

4°/ Les principaux acteurs et réseaux du commerce équitable

Au niveau français

▪ Les acteurs historiques du secteur

- **La Plate-Forme pour le Commerce Equitable (PFCE)** est le principal collectif national de concertation visant à défendre et à promouvoir le commerce équitable en France.
- **La Fédération Artisans du Monde** développe des outils de sensibilisation au commerce équitable et mène des actions de plaidoyer sur le commerce international et les politiques agricoles
- **Max Havelaar France** garantit les produits et contribue au développement de l'offre de produits équitables par son action de sensibilisation en direction des entreprises.

▪ Les entreprises du secteur

- **Des PME spécialisées** : le commerce équitable fait partie de leur objet social, elles interviennent dans le domaine alimentaire ou le textile (Ethiquable, Alter-Eco, Solidar'monde, Lobodis, Ethishirt ...)
- **Des entreprises conventionnelles développant une offre de produit équitable** : Malongo, Cémoi, Ben&Jerry, café Richard, Jardin Bio, huilerie Emile Noël, Armor Lux, Cepovett ...)
- **Des plates-formes d'achats ou des revendeurs qui distribuent des produits équitables** (notamment dans le domaine de la restauration collective) : Elios, Sodexo, Biofinesse...

Au niveau international

Les différents acteurs du commerce équitable sont structurés autour de quatre associations :

- **WFTO** (World Fair Trade Organization), l'Organisation Mondiale du Commerce Equitable – ex IFAT qui rassemble près de 300 organisations dans plus de 70 pays :
- **Fairtrade International** – ex Fairtrade Labelling Organization (FLO) : le réseau de labellisation compte 24 initiatives nationales, dont Max Havelaar France
- **EFTA** (European Fair Trade Association), ce réseau européen des importateurs facilite les échanges d'informations et la coopération des organisations membres par la mutualisation des moyens.

5°/ Une reconnaissance officielle du Commerce Equitable par l'Etat Français

- **La loi du 2 août 2005 sur les Petites et Moyennes Entreprises donne une définition légale du commerce équitable (Article 60)**

« I. Le commerce équitable s'inscrit dans la stratégie nationale de développement durable.

II. Au sein des activités du commerce, de l'artisanat et des services, le commerce équitable organise des échanges de biens et de services entre des pays développés et des producteurs désavantagés situés dans des pays en développement. Ce commerce vise à l'établissement de relations durables ayant pour effet d'assurer le progrès économique et social de ces producteurs

III. Les personnes physiques ou morales qui veillent au respect des conditions définies ci-dessus sont reconnues par une commission dont la composition, les compétences et les critères de reconnaissance des personnes précitées sont définis par décret en Conseil d'Etat. »

- **L'Accord AFNOR « AC X50-340 - Commerce équitable » de 2006, conclusion d'un travail de 3 années, a débouché sur la reconnaissance de trois principes fondamentaux :**

- 1- L'équilibre de la relation commerciale entre les partenaires ou cocontractants
- 2- L'accompagnement des organisations de producteurs et/ou de travailleurs engagés dans le commerce équitable
- 3- L'information et la sensibilisation du consommateur, du client, et plus globalement du public, au commerce équitable

- **La Commission Nationale du Commerce Equitable (CNCE)**

En matière de commerce équitable, il n'existe pas de labels publics, mais plusieurs labels privés, généralement issus de la société civile. L'un des objectifs de la Commission Nationale du Commerce Equitable, mise en place par le gouvernement français en avril 2010 est de reconnaître les labels privés de commerce équitable et d'établir un référentiel clair. Les trois principaux labels privés de commerce équitable utilisés sur le marché en France sont ceux de Max Havelaar, de WFTO (World Faire Trade Organisation) et d'Ecocert Equitable.

Ces labels permettent d'offrir des garanties aux consommateurs et aux acheteurs sur les produits issus du commerce équitable.

L'économie sociale et solidaire

L'économie sociale et solidaire recouvre un ensemble de **215 000 structures économiques** de statuts divers : associations, fondations, coopératives, mutuelles et structures d'entrepreneuriat social.

Ces structures ont pour point commun de :

- donner la priorité à la finalité sociale sur la finalité économique,
- être fondées sur des principes de gouvernance démocratique,
- avoir une utilité collective ou sociale.

Leur activité représente **7 à 8% du PIB** et **2,1 millions de salariés**, soit **9,8 % de l'emploi salarié**, travaillent dans ce secteur. Les associations tiennent une place toute particulière puisqu'elles emploient les **trois quarts des salariés de l'ESS**.

Pan très dynamique de l'économie, la création d'emplois y est d'ailleurs plus importante que dans le secteur privé (**+ 2,6% en moyenne de 2001 à 2006 contre une augmentation de 1,1% dans le secteur privé**).

Le secteur de l'Economie sociale et solidaire (ESS) en France rassemble 215 000 entreprises.

Ces structures sont porteuses de valeurs communes reposant sur :

- la primauté de la personne sur le profit,
- la mobilisation de l'essentiel des excédents au service de la poursuite d'objectifs de développement,
- la juste répartition des excédents,
- le contrôle démocratique par les membres,
- et l'indépendance vis-à-vis de l'Etat ou de toute collectivité publique.

L'économie solidaire est une forme émergente de l'économie sociale, surtout axée vers les initiatives de développement local, de réinsertion et de lutte contre l'exclusion.

Les statuts de l'économie sociale

a. Les Coopératives

Elles regroupent aujourd'hui plusieurs activités.

- d'utilisateurs ou usagers (consommateurs, HLM, copropriétaires, coopératives scolaires),
- de production (SCOP) : les salariés associés sont propriétaires collectivement de l'entreprise (au moins 51% du capital social) qui est gérée de manière démocratique,
- les coopératives d'entrepreneurs et d'entreprises (agricoles, artisanales, maritimes, de commerçants, de transporteurs,
- les banques coopératives : Leur principe originel est de récolter une épargne de proximité auprès de personnes susceptibles de la réutiliser dans des projets productifs, solidaires et/ou coopératifs. Elles sont aujourd'hui quatre : le Crédit Agricole, les caisses d'épargne, les Banques Populaires, le Crédit Mutuel (le Crédit Coopératif est depuis 2003 intégré au réseau des banques populaires),
- les coopératives multi-salariales - les SCIC (sociétés coopératives d'intérêt collectif) : créées en 2001, les SCIC produisent des biens ou des services répondant aux besoins collectifs d'un territoire par la meilleure mobilisation possible de ses ressources économiques et sociales.

b. Les mutuelles

Il existe deux types de mutuelles :

- les mutuelles d'assurance contre les risques de la personne (complémentaire santé) Elles sont pour l'essentiel regroupées au sein de la FNMF,
- les mutuelles d'assurance contre les risques de biens (assurance dommages). Elles se divisent en deux groupes : Les AMA : Assurance Mutuelles Agricoles (Groupama). Le GEMA : Groupement des Entreprises Mutuelles d'Assurance (MACIF, MAIF, MATMUT,...). Leur champ de spécialisation est l'assurance automobile et l'assurance habitation.

c. Les associations

On dénombre aujourd'hui environ 1,2 million d'associations en France qui vont de la petite association de quartier aux ONG internationales et qui interviennent dans l'ensemble du champ économique et social. 160 000 d'entre elles ont une fonction employeur pour environ 1,9 millions de salariés. Le secteur associatif représente près de 4 % du PIB.

d. Les fondations

Une fondation est l'acte par lequel une ou plusieurs personnes physiques ou morales décident l'affectation irrévocable de biens, droits, ou ressources à la réalisation d'une œuvre d'intérêt général et à but non lucratif.

Par ces deux critères d'intérêt général et de non lucrativité, les fondations s'inscrivent dans le champ de l'économie sociale.

En France, près de 2000 fondations sont dénombrées, employant près de 65 000 personnes.

e. Les entrepreneurs sociaux

Le concept d'entrepreneuriat social recouvre les entreprises à finalité sociale, sociétale ou environnementale et à lucrativité limitée et qui cherchent à associer leurs parties prenantes à leur gouvernance, ou encore les initiatives privées au service de l'intérêt général, adoptant une démarche innovante, inventant de nouvelles réponses aux problèmes sociaux, de nouvelles manières de mobiliser les ressources et adaptant certaines méthodes utilisées dans la sphère capitaliste afin de servir une mission sociale.

Le poids économique du secteur

L'économie sociale, dans son ensemble, représente entre 7 % et 8 % du PIB et emploie un salarié sur dix.

En France, l'Observatoire National de l'Economie Sociale et Solidaire évalue à 215 000 le nombre d'établissements employeurs œuvrant dans ce secteur d'activité.

Le secteur présente un taux de création d'emplois deux fois supérieur à celui de l'économie classique et concerne principalement des secteurs d'activités innovants.

Son ancrage marqué dans les territoires est cohérent avec ses activités.

L'économie sociale, une source d'innovation pour la société

De nombreuses innovations, qui font aujourd'hui partie de la vie quotidienne, sont issues de l'économie sociale.

- des **mutuelles santé-prévoyance** : création de la Sécurité Sociale via les sociétés de secours mutuels, la couverture maladie universelle, les indemnités journalières en cas d'accident, le médicament générique...

- des **associations** : l'aide à domicile, l'alternative à l'hospitalisation, la prise en charge des handicapés, le titre emploi service, les villages vacances...

- des **mutuelles assurances** : le constat amiable, les garages agréés, le tiers payant en assurance automobile...

- des **coopératives** : le contrôle qualité des produits, l'animation sociale en milieu rural, le prix du livre, les prêts bancaires à taux variable, l'épargne solidaire, le budget sociétal...

* * *

La direction générale de la cohésion sociale, depuis sa création le 25 janvier 2010, a pour mission de conduire les politiques publiques dans le champ de l'économie sociale et solidaire.

Les actions conduites ont quatre objectifs principaux :

1. Favoriser une meilleure visibilité et reconnaissance du secteur de l'ESS : mise en valeur du secteur de l'ESS, reconnaissance du rôle de l'ESS au sein de l'éducation nationale et dans les politiques de formation.

Des réflexions ont été engagées dès le début de l'année 2011 sur la mesure de l'impact social des structures l'ESS et sur la mise en place d'un Label qui devraient déboucher au cours de l'année 2011 sur des propositions concrètes.

2. Améliorer l'accès aux financements : renforcement des fonds propres des associations et des coopératives.

A ce titre 100 millions d'euros ont été dégagés dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir pour lever les freins financiers au développement des structures de l'ESS. L'objectif du programme ESS est de soutenir plus de 2.000 entreprises et de créer ou de consolider 60.000 emplois. Les financements réalisés à partir de ce programme s'étaleront jusqu'en 2014.

3. Soutenir le développement des activités et de l'emploi : accès aux marchés publics, développement de la reprise de PME en difficulté par les salariés sous forme de coopératives, développement des sociétés coopératives d'intérêt collectif (SCIC).

Un programme Jeun'ESS, associant différents partenaires du secteur et l'Etat et s'appuyant sur un fonds de 1,3 million d'euros, est mis en œuvre depuis la fin de l'année 2010 pour appuyer le développement des initiatives des Jeunes en matière d'ESS.

4. Favoriser l'ancrage territorial et l'innovation:

Différentes expérimentations déployées via les réseaux territoriaux (Chambres régionales de l'ESS, incubateurs et pépinières) ont pour objet de mieux structurer l'action des acteurs au niveau territorial.

Le ministère des Solidarités et de la Cohésion sociale vise enfin à renforcer la concertation entre les acteurs du secteur de l'ESS et les pouvoirs publics, en particulier au sein du Conseil Supérieur de l'Economie Sociale et Solidaire, chargé d'identifier et de proposer les mesures à mettre en œuvre pour assurer le développement de ce secteur renforçant la cohésion sociale, au travers des travaux de trois commissions qui ont à traiter des questions européennes, de la gouvernance et des mutations du secteur et de son développement économique.

* * *



Institution financière publique, la Caisse des Dépôts est un investisseur de long terme au service de l'intérêt général et du développement économique. Elle contribue au développement des territoires et appuie les politiques de collectivités locales.

La Caisse des Dépôts remplit également des missions essentielles à la cohésion nationale : épargne, financement du logement social, gestion de régime de retraite, protection des fonds confiés aux professions juridiques.

A travers ses filiales, le groupe Caisse des Dépôts est présent dans l'assurance de personnes (CNP Assurances), l'investissement dans les entreprises (Fonds stratégique d'investissement, CDC Entreprises, Qualium Investissement), l'investissement dans les infrastructures (CDC Infrastructures), l'immobilier (groupe SNI, Icade), les services (Transdev, Egis, Compagnie des Alpes et Belambra) et la lutte contre le changement climatique (CDC Biodiversité et CDC Climat).

Avec son plan Elan 2020, le groupe Caisse des Dépôts s'est fixé quatre priorités stratégiques pour répondre aux urgences du pays : le logement, les universités, les PME et l'environnement.

www.caissedesdepots.fr

* * *



La Mutuelle Chorum,

Et CIDES,

Chorum est l'offre de prévoyance, santé, épargne, retraite et ingénierie sociale, exclusivement dédiée aux entreprises et aux salariés de l'Économie sociale et solidaire (ESS). Nos 16 000 structures adhérentes nous ont confié la mise en œuvre de la protection sociale complémentaire de leurs 550 000 salariés. Parmi eux, de grandes références de l'ESS nous font confiance : l'Association des Paralysés de France, Croix-Rouge Française, Familles Rurales, la MGEN, ...

Pour aller encore plus loin dans son engagement auprès des acteurs de l'ESS, Chorum a créé CIDES, Chorum Initiatives pour le Développement de l'Économie Sociale. Pôle de recherche et d'action de Chorum, CIDES est une plate-forme de compétences qui travaille en réseau avec les mouvements, les fédérations professionnelles et syndicales, les centres de ressources ainsi que les structures de l'ESS pour favoriser le **développement de l'emploi de qualité**.

CIDES agit dans un double objectif : **promouvoir l'identité et les initiatives** des acteurs de l'ESS, et **accompagner** les organismes dans leurs projets de développement **porteur**

d'innovation et renforçant l'emploi, et dans le développement du dialogue social, du capital humain à travers la gestion des RH et de la prévention et santé au travail.

<http://cides.chorum.fr>

* * *



La FONDATION MACIF

La Fondation Macif : agir pour l'innovation sociale

La Fondation Macif crée, développe, soutient et accompagne des initiatives relevant de l'innovation sociale, avec une attention particulière portée aux problématiques environnementales. Elle entend ainsi apporter des réponses originales et novatrices aux grands enjeux sociétaux actuels et contribuer au mieux vivre des personnes. Son action est structurée autour de programmes au service de l'intérêt général, qu'elle co-construit et met en œuvre avec des partenaires locaux, nationaux et internationaux. Pour y parvenir, elle met la relation partenariale et la proximité au cœur de ses actions et travaille en étroite collaboration avec les acteurs socio-économiques des territoires, grâce à ses délégations nationales et régionales.

Pour plus d'informations : www.fondation-macif.org

* * *



Le Groupe SOS est un groupe d'entrepreneuriat social qui construit une société pour tous en développant des solutions qui conjuguent utilité sociale et efficacité économique.

Créé il y a 25 ans, il compte aujourd'hui près de 4000 salariés au sein de plus de 200 établissements et services présents dans toute la France métropolitaine, en Guyane et à Mayotte.

Ses 36 entreprises sociales (associations, sociétés commerciales, coopératives) sont investies dans les secteurs de la santé, du social, de l'éducation, de l'insertion, de la presse, du commerce équitable et du développement durable.

La philosophie d'action du Groupe SOS : entreprendre pour la solidarité

Construit sur des activités de lutte contre les exclusions, le Groupe SOS a su, grâce à un fonctionnement original et performant, diversifier progressivement ses interventions.

Le Groupe SOS entend démontrer qu'il est aujourd'hui possible de bâtir une organisation solide, capable de créer et de pérenniser des activités sociales ou commerciales sans recourir à une logique de rentabilité du capital. Son modèle économique, qui exclut tout versement de dividendes à des personnes physiques, lui permet de se concentrer pleinement sur la qualité et l'efficacité de ses prestations.

Le Groupe SOS a fait le choix de prôner la solidarité dans les différents pans de son activité. Ses associations accompagnent les populations les plus vulnérables ; ses entreprises commerciales, développées sous la forme d'entreprises d'insertion, recrutent des personnes éloignées du monde de l'emploi ; il contribue au développement du commerce équitable en ce qu'il permet d'humaniser la mondialisation et les rapports commerciaux internationaux.

Cette dimension de solidarité, le Groupe SOS la conjugue avec la recherche de l'excellence. Professionnalisme, innovation, gestion saine et rigoureuse, qualité des prestations et des produits, prise en compte des aspects environnementaux sont des principes essentiels, communs à l'ensemble des initiatives du Groupe.

Les projets portés par le Groupe SOS illustrent qu'il est possible d'entreprendre autrement, d'entreprendre pour la solidarité.

www.groupe-sos.org

* * *



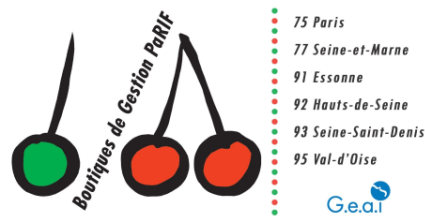
L'Adie est une association reconnue d'utilité publique qui aide des personnes exclues du marché du travail et du système bancaire classique à créer leur entreprise et donc leur emploi grâce au microcrédit.

Depuis sa création en 1989, l'Adie a financé 93 000 microcrédits, participé à la création de plus de 89 000 entreprises générant près de 93 000 emplois. Le taux de pérennité de ces entreprises après 2 ans est de 68 %.

Aujourd'hui, avec plus de 130 antennes et 190 permanences, l'Adie couvre tout le territoire national. Plus de 450 salariés permanents sont à l'écoute des créateurs d'entreprises. Ils sont aidés par plus de 1 700 bénévoles disposant de compétences variées (gestion, appui administratif, développement commercial, marketing, insertion bancaire, etc.). L'Adie dispose également d'un site de microcrédit en ligne www.adieconnect.fr et d'une plateforme d'accueil téléphonique nationale (0 800 800 566). Pour toute demande d'information :

N°Vert : 0 800 800 566 - www.adieconnect.fr - www.adie.org

* * *



Boutiques de Gestion PaRIF

Les Boutiques de Gestion conseillent les créateurs d'activité dans toutes les étapes de leur projet individuel ou collectif : formalisation du projet, étude de marché, étude financière, rédaction du plan d'affaires, recherche de financements, de locaux, de partenaires techniques, etc. Pour mener à bien leur mission, les Boutiques de Gestion ont développé une gamme complète d'outils et de méthodes originales pour permettre à chacun d'entreprendre différemment.

« Initiatives et Solidarité » sont les valeurs du réseau des Boutiques de Gestion qui, au quotidien sur leur territoire à travers 49 lieux d'accueil en Ile-de-France, favorisent l'émergence de projets nouveaux et soutiennent les jeunes entreprises dans leur premier développement.

Boutiques de Gestion PaRIF (75, 77, 91, 92, 93 et 95)

18, rue du Faubourg du Temple, 75011 Paris, tél. : 01 43 55 09 48

site : <http://www.bgparif.com/>



Couveuse d'activité GEAI

(Groupement des Entrepreneurs Accompagnés Individuellement)

La Couveuse Régionale GEAI permet aux porteurs de projets de tester en grandeur réelle leur activité, sans s'immatriculer. Il s'agit d'un accompagnement renforcé qui permet de créer en toute sécurité et d'apprendre à entreprendre pour réussir son projet. Chaque année 60% des entrepreneurs à l'essai créent leur entreprise, 20% retrouvent un emploi. Première couveuse de France par sa taille et le volume du CA facturé par les couvés, le GEAI anime 13 couveuses généralistes en Ile-de-France et 3 couveuses spécialisées.

L'antenne « IDEES » accompagne spécifiquement les porteurs de projets durables, équitables, éthiques ou solidaires, en leur apportant conseil spécialisé, formation, mise en réseau et partage d'expériences autour de problématiques communes.

Mode éthique, éco-activités, conseil en développement durable, création d'une marque bio, ... sont autant d'activités pouvant intégrer cette antenne.

L'antenne régionale Insertion par l'Activité Economique accompagne spécifiquement les porteurs de projets d'Insertion par l'Activité Economique, en leur apportant conseil spécialisé, formation, mise en réseau et partage d'expériences autour de problématiques communes.

Une formation dispensée par l'Union Régionale des Entreprises d'Insertion d'Ile-de-France permet d'appréhender et de construire l'accompagnement professionnel de salariés en insertion.

Bâtiment, décoration d'intérieure, restauration, maintenance informatique, blanchisserie, services à la Personne, nettoyage de véhicule, conseillère en insertion, intérim, outplacement de personnes en exclusion sociale et professionnelle... sont autant d'activités pouvant intégrer cette antenne.

Des réunions d'informations sont animées mensuellement. Inscription sur le site du GEAI : www.geai-bgp.org

GEAI : Syliane TANGUY– responsable antenne Insertion par l'Activité Economique

18, rue du Faubourg du Temple, 75011 Paris, tél. : 01 43 55 09 48,

syliane.tanguy@boutiques-de-gestion.com

Sites : www.geai-bgp.org

www.bgparif.com/test-en-couveuse/qu'est-ce-qu'une-couveuse/

* * *



Le Club ESSEC Entrepreneuriat Social est une communauté de plus de 500 membres, aux profils diversifiés, intéressés par l'entrepreneuriat social. Il a vocation

- d'être un **lieu de rencontre, de débat, et d'approfondissement de ses connaissances** pour ceux qui sont investis dans des missions d'intérêt général, que ce soit dans le secteur associatif ou dans l'entreprise, ou qui s'intéressent à ces sujets-
- de **promouvoir et faciliter la mise en relation** entre les acteurs du secteur d'une part, les diplômés du groupe ESSEC, des grandes écoles et les personnes intéressées par l'entrepreneuriat social d'autre part, ce en lien avec la chaire du même nom
- de **sensibiliser** le plus grand nombre à une autre manière de penser l'entreprise et l'économie, mais aussi à une autre manière d'envisager sa vie et sa carrière".

Contact : marion.lanly@yahoo.fr

* * *



FFPP

FEDERATION FRANCAISE DU PRET A PORTER FEMININ

La Fédération Française du Prêt à Porter Féminin se fait, depuis 1929 et aujourd'hui plus encore, rassembleur de tous les acteurs de la mode, du textile et de l'habillement. Se regrouper, partager les savoir-faire et les compétences, construire, se rassembler autour d'objectifs communs pour aller plus loin, tel est l'ADN de la Fédération qui n'a de cesse d'anticiper les mutations de la société pour mieux les appréhender.

Son rôle a toujours été de promouvoir les entreprises dans leur ensemble, de les accompagner dans leur développement, de leur donner les moyens d'accroître leur chiffre d'affaires et leur notoriété, tout en respectant leur identité et leur personnalité. Représentante de cette vie portée par la création et l'industrie, la FFPP se pose également comme un interlocuteur privilégié du gouvernement et des pouvoirs publics.

Engagée, elle voit dans le vêtement l'illustration des évolutions de vie, des nouveaux comportements qui engendrent, entre autres, plus de transparence et d'éthique, depuis la Fabrication jusqu'à la vente.

Président : Jean-Pierre Mocho

www.pretaporter.com

* * *



Malongo

Premier intervenant français des cafés issus du commerce équitable et de l'agriculture biologique, Malongo est le spécialiste des cafés haut de gamme. Située dans l'arrière pays niçois, l'entreprise a réalisé un chiffre d'affaires en 2009 de 81,5 millions d'euros et emploie près de 380 collaborateurs. Tant les dimensions familiales de Malongo que sa politique Qualité sont au fondement des valeurs de la marque : le respect du produit torréfié, des hommes qui le cultivent et la satisfaction de sa clientèle.

www.malongo.com

* * *



MAX HAVELAAR

Fairtrade / Max Havelaar est un label international qui regroupe des ONG et des représentants de producteurs. Son but : utiliser le commerce pour donner à des paysans et employés de l'hémisphère sud les moyens de lutter eux-mêmes contre la pauvreté.

Vivre de son travail

Café, thé, chocolat, riz, bananes... De nombreux produits que nous consommons tous les jours sont cultivés par des paysans des pays en développement. Trop souvent, ces producteurs ne peuvent pas vivre de leur travail, car ils sont isolés face aux mécaniques des grands marchés mondiaux.

Un défi au niveau international

Pour changer la donne, le réseau international Fairtrade a lancé un défi : construire, à son échelle, un commerce international plus équitable.

Créé à l'appel de producteurs mexicains, il est aujourd'hui cogéré par des producteurs du Sud, acteurs de leur développement.

En France, l'association à but non lucratif Max Havelaar France se charge de développer cette nouvelle forme de consommation. Elle gère un label apposé sur des produits de différentes marques. Elle n'achète ni ne vend aucun produit, mais convainc les acteurs économiques de changer durablement leurs pratiques et sensibilise l'opinion.

Elle informe et sensibilise les citoyens/consommateurs pour leur donner les leviers d'action à grande échelle leur permettant d'affirmer leurs convictions.

www.maxhavelaarfrance.org

* * *



PFCE

"Association Loi 1901 à but non lucratif, la Plate Forme pour le Commerce Équitable regroupe une quarantaine d'organisations d'envergure nationale engagées dans le commerce équitable qui souhaitent développer le secteur, tout en préservant ses engagements fondamentaux. La PFCE accompagne le secteur équitable afin de développer des relations Nord/Sud plus justes et équilibrées et une forme de commerce permettant aux producteurs et aux consommateurs de vivre dans la dignité et l'autonomie."

www.commerceequitable.org

www.picri-commerce-equitable.fr

* * *



SIFE France, association de la loi 1901, propose un programme d'apprentissage à l'entrepreneuriat social encourageant les étudiants à mettre en œuvre des projets alliant esprit d'entreprise et utilité sociale.

www.sifefrance.org

En 2011, le programme SIFE France rassemble 750 étudiants issus de 26 Grandes Ecoles et Universités, qui réalisent plus de 90 projets d'entrepreneuriat social en France et à l'international.

SIFE France est membre de SIFE International, le premier réseau mondial qui regroupe, le savoir de l'enseignement supérieur, l'expertise du monde de l'entreprise et l'énergie et l'enthousiasme des étudiants au service de la société. Ce programme, présent dans 39 pays, mobilise chaque année plus de 48 000 étudiants dans plus de 1500 universités et grandes écoles partenaires. En France, l'association est soutenue notamment par Chartis, GDF SUEZ, HSBC, KPMG, PepsiCo, Sodexo, Suez Environnement, TCL, Viadeo et la Fondation VINCI Autoroutes.

« L'approche entrepreneuriale et en appliquant des notions économiques et commerciales, renforce les capacités des personnes dans le besoin afin d'améliorer leurs qualité et niveau de vie ».

SIFE France recrute les étudiants, accompagne chaque équipe, organise avec ses partenaires des journées de formations et apporte des outils pour soutenir les étudiants dans la réalisation de leurs projets. Chaque année, SIFE France organise une Compétition Nationale au cours de laquelle, un jury, composé de dirigeants d'entreprise, distingue les meilleurs projets et désigne une équipe championne de France pour représenter son pays à la SIFE World Cup.

* * *

Aurélie de Varax est journaliste et auteure, experte des sujets liés à la consommation responsable. Elle travaille notamment pour France Soir, le Nouveau Consommateur et Néoplanète. Fort d'une enquête de 15 mois sur les filières de produits issus du commerce équitable, elle a publié *Achetons équitable* (Ed. Minerva - 2007). Elle dirige également une collection aux Éditions Eyrolles et enseigne ponctuellement à l'Université René Descartes.
a.devarax@gmail.com